

L'année de tous les dangers en Amérique latine

JACQUES HUBERT-RODIER / Editorialiste diplomatique Les Echos

Le Venezuela s'enfoncé dans une totale impasse politique et financière poussant à l'exode des millions de personnes et créant une crise régionale avec les pays voisins. Le nouveau maître, Nicolás Maduro, fait régner la terreur sans avoir le charisme d'Hugo Chavez dont les portraits ornent encore les murs de Caracas. - AFP

ANALYSE. Le Brésil est en pleine crise politique. Mais il n'est pas le seul pays d'Amérique latine confronté à des menaces dont les pires sont la violence et la corruption.

Après l'« annus mediocris », l'« annus horribilis » de l'Amérique latine ? L'ancien ministre des Affaires étrangères du Mexique Jorge Castañeda décrivait 2017 comme une année médiocre, marquée par « *le bon, le mauvais, et le 'Donald'* ». Le « bon », écrit-il dans une [chronique pour le Project Syndicate](#), c'est l'accord de paix en Colombie avec les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et le début d'une timide opération « mains propres » à l'échelle du continent contre la corruption des élites. Le mauvais, c'est le quasi-coup d'Etat de [Nicolás Maduro](#) au Venezuela contre l'Assemblée nationale et son remplacement par une Assemblée constituante aux ordres après une sanglante répression. Quant au « Donald », tout le monde aura compris qu'il s'agit de l'effet Trump sur l'Amérique latine.

Sur cette échelle, 2018 est pire, et les mois qui viennent menacent d'être horribles. Certains observateurs, comme Ian Bremmer, président de la firme d'analyse du risque Eurasia Group, prédit « *des catastrophes et des crises pour la région* ».

D'après le [FMI, qui a révisé récemment à la baisse ses prévisions](#), la région devait poursuivre sa lente reprise, avec une croissance de 1,6 %, après 1,3 % en 2017. Mais ces chiffres masquent des disparités entre les pays. Car le pire est à venir au Venezuela. L'économie devrait s'effondrer, avec une baisse de 18 %

du PIB cette année, soit la troisième année consécutive de dure récession.

Le chaos vénézuélien

« *En 2017, il y avait un pays en état d'insurrection, mais il y avait encore une perspective politique et diplomatique* », souligne un observateur à Caracas. Aujourd'hui, ajoute-t-il, le pays est à la dérive et les Vénézuéliens « *votent avec leurs pieds* » en s'exilant. Certains analystes évoquent le départ de cinq millions de personnes fuyant le régime chaviste de Maduro et la misère qu'il provoque.

Cet exode, d'une ampleur proche de celui qu'a connu en 2015 l'Europe avec l'afflux de réfugiés syriens, a provoqué une crise régionale en créant des tensions avec la Colombie, le Brésil et le Pérou. Au point que le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), Luis Almagro, la bête noire des chavistes, a évoqué la nécessité d' **une intervention militaire pour renverser le régime à Caracas** , reprenant ainsi l'une des menaces de Donald Trump contre Maduro.

Sanglante répression au Nicaragua

Mais la crise vénézuélienne n'est pas la seule qui secoue aujourd'hui le continent. Certes les origines des remous ne sont pas les mêmes pour les dix-neuf pays, mais, comme le notait Ian Bremmer dans BusinessDay, « *les problèmes et la colère des populations sont devenus un trait commun* ».

Comme le Venezuela en 2017, c'est le **Nicaragua** qui connaît un retour surprenant de l'histoire, avec une sanglante répression du régime sandiniste contre les manifestants (de 300 à 500 morts). Et, comme au Venezuela, c'est un régime de gauche, celui du président Daniel Ortega, qui tente de se maintenir au pouvoir par la force, provoquant aussi le début d'un exode vers le Costa Rica. A l'image de la pièce de Sartre « L'Engrenage » (1946), les mêmes sandinistes renversaient en 1979 la dictature sanglante des Somoza.

Nouvelle crise financière en Argentine

L'histoire tourne-t-elle en rond ? Dix-sept ans après sa banqueroute, l' **Argentine fait face à une nouvelle crise financière** . Certes, l'aide massive promise par le FMI devrait donner un répit au président, Mauricio Macri. Mais, à l'approche des élections générales d'octobre 2019, il est certain de devoir faire face à un mouvement de contestation. Il sera confronté, en outre, à ceux qui estiment qu'il n'a pas tenu sa promesse électorale d'éviter au pays de repasser sous les fourches Caudines des créanciers étrangers.

Au Brésil, la crise est d'une nature différente . Après la destitution de la présidente Dilma Rousseff en 2016, le plus grand pays d'Amérique latine est retombé dans une grande fragilité politique à l'approche des élections du 7 octobre prochain. Un scrutin qui devrait voir une montée des extrêmes après la décision de la justice d'invalider la candidature de Lula, emprisonné pour corruption.

Une autre ombre sur l'Amérique latine se profile enfin après l'arrivée à la présidence d'Iván Duque en Colombie : celle de la remise en cause de l'accord historique avec les Farc.

Mais quelles que soient les différences d'un pays à l'autre, deux phénomènes communs à tous menacent l'ensemble de la région.

Corruption et violence sur tout le continent

La première est la corruption. La partie émergée de l'iceberg est le scandale de prévarication généralisée autour de l'entreprise de BTP brésilienne Odebrecht parti du Brésil et qui a atteint d'autres pays comme le Pérou ou l'Argentine. Mais ce n'est pas le seul cas. Le Guatemala vient de se débarrasser de la Commission internationale contre l'impunité, soutenue par l'ONU. Une annonce que le président Jimmy Morales, soupçonné de corruption, a faite à la fin août entouré de militaires.

L'autre menace est **la violence endémique qui sévit sur le continent** , avec 2,5 millions de meurtres enregistrés depuis le début du siècle. L'Amérique latine totalise aujourd'hui le tiers des assassinats dans le monde pour 8 % de la population globale.

Deux phénomènes qui ont pesé dans la victoire en juillet de López Obrador à la présidence du Mexique, un populiste que certains comparent à Donald Trump et qui prendra ses fonctions en décembre.

Pour toute l'Amérique latine, le risque est le retour au populisme d'antan, comme l'avait connu l'Argentine des Perón. Certes, il y a peu de chances de voir le continent sombrer à nouveau dans la généralisation des dictatures militaires comme dans les années 1960 et 1970, à l'exception aujourd'hui du Venezuela et du Nicaragua. Mais, sans sursaut politique, la spectaculaire démocratisation de l'Amérique latine sera remise en cause.

Jacques Hubert-Rodier